

Sommet social du 18 janvier



Le dernier coup de bluff de Sarkozy!

Annoncé lors des vœux télévisés du président Sarkozy, le « sommet social » du 18 janvier réunissant le patronat et cinq syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC) n'a de social que son nom. Cette parodie est l'occasion d'imposer de nouvelles attaques profondes contre le monde du travail.

Pour essayer de reprendre la main à moins de 100 jours de la présidentielle, Sarkozy nous refait le coup du sommet social qui, après la perte du triple A, a été renommé « sommet de crise ». Ce sommet a été convoqué pour soi-disant « engager une nouvelle étape au service de la compétitivité de l'économie française et de la croissance ». Cette nouvelle étape passera par de nouvelles réformes structurelles qui seront de nouvelles attaques contre nos droits sociaux avec comme éternel objectif

« la réduction des déficits ». Quatre sujets sont à l'ordre du jour : la taxation sur les transactions financières ; la fiscalité avec la mise en place de la TVA sociale ; la formation des chômeurEs et le temps de travail. Aucune surprise n'aura lieu au soir du 18 janvier puisque les décisions sont déjà prises par le gouvernement pour satisfaire ses amis patrons et du Fouquet's. Sans oser la nommer, le gouvernement s'apprête après « le sommet de crise », à instaurer la TVA « sociale », vieille revendication du

Medef et que Sarkozy avait dû remballer en 2007 sous pression de ses députés. Sous prétexte de sauver les emplois, de lutter contre les délocalisations mais aussi sous pression des agences de notation, Sarkozy termine donc son mandat comme il l'a commencé : par un nouveau cadeau fiscal aux patrons. Cadeau fiscal d'environ 30 milliards d'euros. Et il faut appeler les choses par leur nom : derrière les formules « faire baisser le coût du travail », « accroître la compétitivité de nos entreprises », c'est tout simplement de la

SUITE PAGE 2



REGARDS

Solidarité Palestine, la lutte continue

Page 2

**AUX CAPITALISTES
DE PAYER LEURS
CRISES!**

CAMPAGNE

Poutou 2012.

Pages 4 et 5



ACTU INTERNATIONALE

Nigeria, grève générale d'une semaine

Page 9

Agenda

19 janvier, Société Louise-Michel, Paris. Débat organisé par la Société Louise-Michel et la revue *Regards*: «*À quoi sert Marx aujourd'hui?*» À 19 heures, au Lieu-dit, 6, rue Sorbier, Paris 20^e (M^o Ménilmontant ou Gambetta). Avec Roger Martelli, historien et co-directeur de *Regards*, Isabelle Garo, philosophe et auteure de plusieurs ouvrages sur Marx, et Samy Johsua, universitaire et président de la Société Louise-Michel.

20 janvier, meeting dette, Montreuil. Meeting unitaire à Montreuil «*Dette: le casse du siècle, pour un audit citoyen de la dette publique*» RV à 20 heures, Maison ouverte, 17 rue Hoche (M^o Mairie-de-Montreuil).

21 janvier, fête du NPA 75, Paris. À partir de 13 heures: débats avec des militants du NPA sur les luttes à Paris (Archives de France, ENS Ulm, CIVG Tenon, sans-papiers, jeunes), la crise de la dette et de l'euro, les révolutions arabes. À 17 heures: table ronde sur les résistances en Europe face à la crise, l'austérité et la dette. Avec Josep Maria Antentas (État espagnol) et Stathis Kouvelakis (Grèce). Simultanément: spectacle pour les enfants, par la troupe La Mallicieuse. À 19 h 30: prise de parole de Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle. À 20 heures: concert du groupe La Rabia. RV Espace Olympe de Gouges, 15, rue Merlin Paris 11^e (M^o Père-Lachaise ou Parmentier). Entrée gratuite. (voir p.11)

21 janvier, fête du NPA, Louviers. Fête du NPA 27 «*Pas question de payer leur dette!*» en soutien à la candidature de Philippe Poutou. RV à partir de 15 h 30 au Moulin à Louviers. - 15 h 30-17 h 30: atelier-débat sur la dette avec Jean-Pierre Lavignasse, enseignant en économie à l'université de Rouen; - 18 heures: meeting avec Philippe Thouement, conseiller municipal, Thierry Philippot, animateur de la lutte des M-real, et Christine Poupin, porte-parole nationale du NPA. Puis repas fraternel et musique avec une scène ouverte. Librairie-expo sur l'histoire des luttes chez M-real (garde d'enfants possible sur demande jusqu'à la fin du meeting). Renseignements au 06-88-16-08-65.

22 janvier, hôpital, Nanterre. Manifestation pour refuser le démantèlement de l'hôpital public Max-Fourestier et exiger sa modernisation. RV à 10 h 30, place de la Boule.

26 janvier, réunion publique, Creil. Réunion publique sur la dette et la crise organisée par le NPA de l'Oise, avec la participation de Henri Wilno du groupe de travail économique (GTE) du NPA. RV à 19 heures, salle 1 du Centre des rencontres, 1 rue Valois, Creil.

Lire aussi en page 5 tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Sommet social du 18 janvier

SUITE DE LA PAGE 1

baisse massive des salaires qu'il est question. Car réduire les cotisations sociales de 30 milliards, c'est pour les patrons faire 30 milliards d'économie sur les salaires (salaires et cotisations sociales) et donc augmenter d'autant la part des profits. Compenser le cadeau ainsi fait aux patrons par la TVA, c'est un nouveau hold-up sur les revenus de l'ensemble des classes populaires sous forme d'impôt sur leur consommation quotidienne. La TVA est l'impôt le plus injuste de tous, puisque des Lagardère ou Bettencourt la payent au même taux qu'un chômeur ou un bénéficiaire du RSA. Mais pour faire passer la pilule, Sarkozy devient désormais le premier défenseur d'une taxe sur les transactions financières. Taxe qu'il considérait, il n'y a pas si longtemps, comme une «*absurdité*» et, cela, au moment même où, au côté d'Angela Merkel, il prétend imposer à tous les peuples d'Europe la discipline de l'austérité. Le deuxième gros dossier de ce «*sommet de crise*» concernera l'emploi et le temps de travail. Car

désormais Sarkozy fait de l'emploi l'une de ses préoccupations majeures. La solution magique du gouvernement serait donc le chômage partiel et la formation des chômeurs pour lutter contre le chômage qui touche aujourd'hui 4 510 000 personnes (5,2% de plus qu'en 2010), sans compter les 500 000 personnes non inscrites, radiées, au RSA, ainsi que les plus de 3,5 millions de précaires. Selon Sarkozy, l'«*activité partielle*» permettrait de «*maintenir l'emploi, éviter les licenciements*» mais dans les faits cela permettra une nouvelle fois au patronat d'économiser de l'argent, de développer encore plus la flexibilité des salariéEs, mais ce ne sera pas une mesure pour lutter contre le chômage et la précarité. Cerise sur le gâteau, le temps de travail sera également discuté le 18 janvier. Discussion qui tombe à pic, puisque selon l'institut Coe-Rexecode, institut pseudo scientifique patronal, la durée de travail en France serait la plus faible d'Europe après la Finlande. Étude «*scientifique*» reprise sans attendre par Xavier Bertrand pour

affirmer qu'«*il faut qu'on travaille davantage, il faut qu'on fasse travailler davantage de monde*», et propose donc des «*accords compétitivité-emploi*» et ainsi d'en terminer avec les 35 heures. Ce sommet n'a rien de social, il s'agit tout simplement d'un troisième plan d'austérité que le gouvernement veut faire cautionner par les directions syndicales. Même si des actions unitaires, des manifestations et dans certains secteurs des grèves auront lieu, la riposte n'est pas à la hauteur des enjeux. Comme l'a proposé Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle, «*Toutes les forces de la gauche sociale et politique devraient se rencontrer au plus tôt pour définir ensemble les modalités immédiates d'une riposte*». L'urgence aujourd'hui est de stopper la destruction de l'ensemble de nos acquis sociaux!

Sandra Demarcq

regards

Propos recueillis par Alain Pojolat

SOLIDARITÉ PALESTINE La lutte continue

Lana, membre du Forum Palestine citoyenneté, a été une des animatrices du meeting-concert de l'intercollectif de soutien aux révolutions dans le monde arabe, organisé le 14 janvier à Paris pour célébrer l'anniversaire de la chute de Ben Ali.

Peux-tu nous présenter ton association?

Forum Palestine citoyenneté est un groupe de Palestiniens qui a été créé en avril-mai 2011, à la suite d'une longue réflexion après le commencement des révolutions dans le monde arabe. Évidemment la révolution palestinienne est en marche depuis les années 1920; néanmoins nous voulons que notre lutte soit aussi une lutte sociale, une lutte pour les libertés (liberté d'expression, libertés individuelles), la démocratie et la justice sociale, car nous voulons que le futur État palestinien soit un État démocratique. C'est dans ce sens et dans ce contexte que nous avons fondé le forum. Nous nous mobilisons pour que tous les PalestinienNEs, notamment celles et ceux de la diaspora ou en exil, participent à la prise de toutes les décisions qui nous touchent au niveau politique, et que nous soyons représentéEs dans tous les organes qui représentent notre peuple. Nous revendiquons un État palestinien laïque et démocratique où tous les citoyenNEs sont égaux et égales, un État de droit, avec l'égalité hommes-femmes. Nous travaillons beaucoup pour parler de la femme palestinienne et relayer les campagnes que les associations et organisations pour les droits des femme mènent là-bas. Nous luttons pour: la fin de l'occupation et du système d'apartheid contre les Palestiniens de 1976 et 1948 (qui vivent dans un État dont le racisme est institutionnel), sur toute la terre de la Palestine historique; le démantèlement de toutes les colonies et du mur d'apartheid; le retour des réfugiéEs palestinienNEs dans leur foyers d'origine, et la question de l'État. Nous pensons que la solution de deux États n'est plus valable ni réalisable. La solution idéale est un seul État, laïque, démocratique, pour touTEs ses citoyenNEs. Cependant, nous soutenons toute avancée sur la question et, si demain il y a un État Palestinien sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, vide de colonies et sans mur, nous ne nous y opposerons pas.

Quel intérêt vois-tu à la volonté persistante de faire vivre l'intercollectif?

L'intercollectif est une instance d'échanges, de réflexion et de liaison entre différents collectifs nationaux et associations de solidarité avec les luttes des peuples du monde arabe, et des organisations politiques et syndicales françaises de gauche. Elle a été créée à Paris en mars 2011, pour accompagner des mouvements et pour développer un point de vue commun, conforme aux aspirations à la liberté, à la démocratie, à la justice sociale et à l'indépendance vis-à-vis des ingérences extérieures, aspirations qui s'expriment avec force dans la région.

Quelles sont les faiblesses de cet l'intercollectif, et comment les surmonter?

L'intercollectif mène ses actions dans l'urgence. Vu la situation dans certains pays comme la Syrie par exemple, nous n'arrivons pas jusqu'à maintenant à prendre le temps de mener une réflexion profonde sur certaines questions, nous avons à peine commencé. Nous préparons une assemblée générale pour faire le bilan d'un an et nous débattons d'un texte sur les sujets

transversaux qui touchent toutes les sociétés: l'identité plurielle, la place de la religion et la question de laïcité, l'État de droit, la citoyenneté, quel modèle économique alternatif au libéralisme, le statut des femmes et l'égalité homme-femme... Il y avait au début un isolement de chaque collectif: pendant plus de 40 ans les dictateurs dans ces pays ont créé des frontières physiques et psychologiques entre les peuples. Aujourd'hui on commence à les démanteler, et on peut voir des composantes de peuples des pays arabes solidaires avec le peuple syrien, égyptien ou yéménite, et c'est grâce au travail collectif.

Quelles prochaines échéances dans les actions de soutien à la lutte du peuple palestinien pourraient être reprises par l'intercollectif?

Le 30 mars, avec la journée de la terre, et le 15 mai. Je pense que nous pouvons mener une campagne pour la libération des prisonniers palestiniens et en même temps les prisonniers politiques dans les pays arabes.

Comment le Forum Palestine citoyenneté envisage-t-il ses rapports avec les différentes organisations palestiniennes?

Nous voudrions bien sûr coopérer avec toutes les organisations palestiniennes qui ont les mêmes valeurs que les nôtres. Nous sommes indépendants politiquement, nous nous considérons comme partie prenante de la société civile palestinienne. Nous relayons aussi les revendications et les campagnes menées en Palestine et chez les réfugiéEs. Notre lutte est politique et nationale pour l'autodétermination, la libération de la Palestine et le retour des réfugiéEs, et une lutte pour un État de droit, de citoyenneté, l'égalité, le progrès social, et la justice sociale.



Paris, 15 janvier 2011. Manifestation de solidarité à la révolution tunisienne. Des drapeaux palestinien, tunisien et algérien sont brandis. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Le faux bilan de Guéant

Claude Guéant a présenté ses chiffres de l'immigration 2011 et les perspectives sarkozistes d'un ministre de l'Intérieur en campagne.

Mardi 10 janvier, le premier flic de la France sarkoziste était « au rapport » pour présenter ses chiffres de l'immigration en 2011 et ses perspectives pour 2012. On notera l'empressement du ministre à divulguer ses chiffres et ses vues, tant l'agenda électoral presse la droite sarkoziste de renchérir au carré face à la crise et son expression politique immédiatement menaçante qu'est le FN. D'ordinaire, les chiffres de l'immigration sont publiés dans un rapport au Parlement pendant l'hiver de l'année suivante et sous une forme bien plus exhaustive que celle proposée par l'homme du président. Ce sont donc les chiffres de l'année 2010 qui vont être transmis à l'Assemblée nationale ces jours-ci. Les chiffres 2011 ne l'étant qu'à l'hiver 2013 ! Cette année pourtant, Guéant attaque bien, aux premières lueurs de l'année électorale, avec la cuvée 2011. En clair : la divulgation précipitée de chiffres savamment choisis et assaisonnés est inséparable de la rétention de ceux-ci dans leur globalité... jusqu'au lointain futur post-électoral. Où quand la « manière », sans guère de fard, révèle le « fond »... Alors du « fond », parlons-en.

Premièrement, en fait de conférence de presse teintée de prononciation de vœux et de rapport officiel, Guéant était en campagne pour son maître. S'appuyant sur des chiffres pipés, le ministre s'est livré à un discours de campagne. Tardant à se déclarer candidat à une élection qui ne lui sourit guère, et parce que le candidat sortant ne gagne jamais à sortir de ses habits présidentiels, surtout quand il n'a jamais voulu, et par là même pu les enfile malgré ses rodomontades « internationales », Sarkozy laisse travailler l'appareil. Conseillers, ministres, amis et porte-flingues de sa clique parlementaire comme de l'UMP déversent sa démagogie

LES VOEUX DE GUÉANT



ultra-libérale, sécuritaire, raciste, anxiogène et réactionnaire dans une tactique éprouvée du « bulldozer » et de la sidération.

Tout est bon pour faire réélire Sarkozy

Deuxièmement, proche de la correctionnelle, Sarkozy ne se contente pourtant pas de draguer et gesticuler. Il accentue les attaques en parieur, TVA « sociale » pour carré d'as. S'il est évincé, il aura fait le maximum de réformes, donc de dégâts, et aura bien travaillé pour sa classe. Ne le lui rendant pas au présent, elle saura le remercier dans le futur. Les alliances avec le FN pourraient alors se préciser et se précipiter à la droite d'une UMP condamnée. S'il repasse, il pourrait alors se prévaloir d'un blanc-seing électoral pour des

attaques d'une violence encore inconnue.

Troisièmement, dans ce contexte, la surenchère raciste, islamophobe et sécuritaire n'a jamais été aussi peu électoraliste. D'abord parce qu'elle touche de plus en violemment tous les immigrés, réguliers ou pas, français ou étrangers. Aujourd'hui, des sans-papiers traqués aux jeunes des quartiers tués, des étudiants étrangers sommés de partir aux Roms persécutés, le racisme montre son véritable visage de classe, sa réalité concrète et quotidienne. Pourtant, quoique nécessaire, rétablir les chiffres et le vécu des victimes dans leur réalité ne suffit pas aux anticapitalistes. Quatrièmement, face aux litanies de chiffres, il faut donc dénoncer la politique qui sous-tend leur falsification. Il faut donc dire que

l'offensive raciste et islamophobe est bien la pointe avancée d'une véritable guerre antipauvres. Pour preuve la systématisation des discours moraux et policiers sur les fraudeurs et les fainéants, comme toujours tenus du point de vue des « classes moyennes matraquées », élargissant ainsi l'attaque au-delà des immigrés et des quartiers populaires. Il faut poursuivre en disant que cette guerre antipauvres est partie prenante d'une stratégie de division de la classe ouvrière, jamais autant nécessaire qu'en temps de crise pour imposer les mesures présentes et à venir. Voilà bien la teneur réelle du bilan et des perspectives sarkozistes pour 2012. Nous en avons d'autres.

Syl20



Par Yvan Lemaitre

SARKOZY DÉGRADÉ...

« **J**e n'ai pas été élu pour que la France connaisse un jour les problèmes de la Grèce, de l'Irlande ou du Portugal », expliquait Sarkozy en pleine crise grecque. Un de ses fidèles, Alain Minc, renchérit : « L'application du projet socialiste ferait perdre à la France son triple A... Aujourd'hui, l'arrogance devient du bluff. Les ministres ne cessent de répéter que la perte du triple A n'est pas « un cataclysme » ou, selon François Baroin, « naturellement pas une catastrophe ». Pour Sarkozy, cela « sur le fond des choses, ne change rien »...

Les mêmes ont justifié leur politique d'austérité au nom de la nécessité de garder le triple A, Sarkozy prétend maintenant que ce ne sont pas les agences de notation qui dictent sa politique... sauf que toute sa politique lui est dictée par les commanditaires des agences de notations, les banques, les financiers, les gros actionnaires.

Et aujourd'hui, Sarkozy qui disait hier qu'il n'y aurait pas un troisième plan d'austérité, a d'ores et déjà annoncé qu'il informerait de ses décisions à la fin du mois. Il est clair que ce sont de nouvelles mesures d'austérité qui seront annoncées, dont la TVA sociale.

« Nous sommes face à une crise sans précédent qui nous impose de réduire nos dépenses, de réduire notre déficit mais aussi de trouver le chemin d'une nouvelle croissance en résolvant nos problèmes de compétitivité », prétend-il. En un mot, baisser encore le coût du travail ! Il invoque la crise pour continuer la politique qui en est responsable, une fuite en avant qui conduit à la dégradation sociale pour l'immense majorité de la population. C'est bien cette politique qui engendre la crise, la nourrit et l'aggrave.

Oui, il faut virer Sarkozy et ses amis, mais Hollande ne nous propose rien d'autre que de continuer comme le font ou l'ont fait les socialistes ailleurs en Europe. Il n'y aura pas d'issue à la dégradation sociale, à la crise sans mobilisation des travailleurs et de la population pour en finir avec la dictature de la finance, conquérir le droit pour la population de contrôler la marche de la société et l'État, une réelle démocratie maintenant.

Lutte victorieuse au lycée de Clamart

La saignée continue : le gouvernement supprime 14 000 postes dans l'Éducation (80 000 depuis 2007), ferme classes, options et filières, alors que le nombre d'élèves croît. Les séries technologiques tertiaires (STG), qui accueillent souvent des enfants des classes populaires, sont particulièrement touchées car les dédoublements nécessaires à certains cours coûtent plus cher.

Nous avons appris, à la veille des vacances, que 28 classes STG seraient supprimées dans l'académie de Versailles, dont quatre (soit la disparition de la filière) dans notre lycée Jacques-Monod de Clamart (Hauts-de-Seine). Alors que les grèves sont d'habitude peu suivies malgré une certaine présence syndicale, la réaction a été forte : une assemblée générale (AG) rassemblant 50 collègues

a décidé de faire grève et de manifester le 15 décembre (journée d'action nationale des syndicats), d'envoyer une délégation au rectorat le 16 et d'engager une grève reconductible à la rentrée. Les élèves ont lancé une pétition, recueillant vite des centaines de signatures, et ont bloqué le lycée.

À la rentrée, la grève a été bien suivie pendant trois jours, une caisse de grève a été mise en place, des visites dans les établissements voisins ont été organisées. Les trois associations de parents d'élèves, le maire PS de Clamart et d'autres élus des communes voisines ont soutenu le mouvement. Une délégation a été de nouveau reçue au rectorat, qui s'est engagé à réétudier le cas du lycée. L'AG a décidé de suspendre la grève, mais de poursuivre l'action, notamment par une

manifestation réussie dans les rues de Clamart. L'unité des collègues a été impressionnante, à la fois par solidarité avec celles dont les postes devaient être supprimés et par la volonté politique de défendre la diversité des formations, qui implique une certaine mixité sociale.

La lutte a payé : le rectorat a cédé en maintenant nos quatre classes STG ! La victoire a été fêtée comme il se doit au lycée, avec l'espoir qu'elle contribue à une mobilisation plus générale pour le maintien des classes, des postes et des acquis... Au moment où sont annoncées les suppressions d'heures par établissement (DHG), les syndicats ne doivent-ils pas impulser et coordonner la résistance ?

Ludovic



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MARC)

POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



En campagne

Mettre fin à la banalisation du FN

La démagogie de l'UMP et en particulier de Sarkozy banalise les préjugés réactionnaires. Il est temps de rompre cette logique qui nourrit l'imposture de Marine Le Pen.

Selon un sondage récent de la Sofres, 31% des sondés se disaient d'accord avec les idées du FN, principalement dans les milieux ouvriers ou populaires. Plus inquiétant encore, selon ce même sondage, ce serait les thèmes de la sécurité, de la défense des «valeurs traditionnelles», de la démagogie anti-immigrés qui feraient recette. La façon dont sont posées les questions, la place donnée au FN dans les médias, ont certes tendance à amplifier l'effet Marine Le Pen, en particulier à l'exagérer dans le monde du travail, mais il n'empêche que la poussée du FN et de façon plus générale des préjugés dont il se nourrit est bien réelle.

Le jeu pervers des rivalités entre Sarkozy et Hollande, chacun se servant du FN comme faire-valoir en faveur du vote utile, propulse Marine Le Pen au centre de la campagne et lui permet de tirer profit de sa politique visant à donner à son parti une nouvelle «respectabilité» pour en faire un parti susceptible de s'allier avec la droite.

Dans leur course à l'électorat Lepeniste, Sarkozy, Guéant et compagnie renforcent le FN que ce soit dans la célébration de Jeanne d'Arc ou la démagogie xénophobe et anti-immigrés. Brigitte Barrèges, députée UMP et membre de la Droite populaire, vantait il y a peu la «préférence nationale».

Le FN se nourrit du rejet par une large fraction de la population de tous les partis de droite ou de gauche qui portent la responsabilité de la crise depuis vingt ans. Et, aujourd'hui, les mêmes tentent de masquer leur impuissance par un discours nationaliste, seule façon pour eux de laisser croire qu'ils se soucient des intérêts du peuple. Le FN pousse jusqu'au bout cette démagogie tout en prétendant se faire le porte-parole des classes populaires. La «foire aux impostures» qu'est la campagne des grands partis, pour reprendre la formule de *Politis*, profite à l'imposture la plus cynique, celle qui, sans vergogne, flatte tous les préjugés. Marine Le Pen dame le pion à Sarkozy.

Sa politique est hostile aux classes populaires. «*Mon ambition est d'aller jusqu'à désendetter la France*», prétend elle. Elle rebaptise l'austérité «*plan de vigueur*» pour «*trancher le nœud gordien de la dette*» par son «*modèle économique patriotique*». Rupture avec l'Europe, retour au franc, une taxe de 3% sur les importations, lutte contre l'immigration légale et illégale, recours à la «*planche à billets*» et en prime une augmentation de 200 euros net pour les salaires inférieurs à 1,4 Smic (prise en charge par l'État par une diminution des cotisations sociales patronales). Cette politique, qui ne pourrait s'appliquer que dans le contexte d'un effondrement de l'Europe capitaliste, représenterait une régression dont les travailleurs et la population seraient les victimes. «*Beaucoup de Français doutent de l'utilité du bulletin de vote et des centaines de milliers de nos compatriotes peuvent avoir envie de donner un grand coup de pied dans la fourmière*» selon le porte-parole du PS, Benoît Hamon. Oui, mais à qui en revient la responsabilité, si ce n'est à la gauche tant sociale que politique, incapable d'avoir une politique répondant aux besoins et aux intérêts de la classe ouvrière, de la population. La démoralisation qu'elle engendre laisse chacun isolé, sans perspective collective, livré aux démagogues.

Construire une perspective démocratique fondée sur la solidarité des peuples contre la concurrence capitaliste et toute forme de nationalisme, masque de la défense des classes privilégiées, est la seule voie pour contrer la montée du populisme réactionnaire.

Yvan Lemaître

Hollande : le candidat du triple A ?

Hollande mise sur le rejet de Sarkozy pour remporter les élections, ce qui n'est pas suffisant, mais, surtout, ne masque pas les nombreux points communs entre les deux candidats.

Le 11 janvier, il y avait foule chez les socialistes pour l'inauguration du QG de campagne de Hollande. Fabius, Jospin, Aubry, Royal, Valls, Montebourg ont tous visité les 1000 m² de l'hôtel particulier du centre de Paris loués 40000 euros par mois. Cela fut l'occasion pour le candidat de dévoiler le slogan de sa campagne : «*le changement c'est maintenant!*» Hollande fait décidément dans le registre mitterrandien : pèlerinage sur la tombe de l'ancien président, poses imitatrices pour les photographes, rien ne nous est épargné pour nous persuader que le nouveau «Mitterrand» est arrivé. En 1981, celui-ci promettait de «*changer la vie*». Hollande promet simplement le changement de président ! On est dans la caricature du mode de représentation politique : il faut voter pour l'homme, le programme passe après. Car à 100 jours du premier tour, toujours pas de programme officiel du candidat socialiste. Il ne sera publié qu'à la fin du mois de janvier ! Un article récent du *Monde*, relatif aux enseignements des élections espagnoles, mérite l'attention : «*À chaque fois qu'il s'est avancé sur un sujet, Rajoy [le vainqueur des élections] a perdu trois points dans les sondages*». Du coup, sur tous les sujets «*sensibles*», Hollande botte en touche : réforme fiscale ? Remise aux calendes... Retraite à 60 ans ? Pour une infime minorité... Quels critères de régularisation des sans-papiers ? Pas une seule déclaration sur ce sujet... L'épisode du quotient familial est assez révélateur de la peur de Hollande de s'afficher «*un peu trop à gauche*». Lundi 9 janvier est paru dans *les Échos* un article pointant la volonté de Hollande de supprimer le quotient familial... En fait, rien d'un scoop puisque cela figure depuis longtemps dans le projet du candidat. Mais immédiatement, les ténors de l'UMP se sont déchaînés, accusant Hollande de remettre en cause «*la politique familiale française*». Sarkozy a utilisé le terme de «*folie*». Du coup, les seconds couteaux de Hollande

ont passé le reste de la semaine à corriger le tir, assurant que la suppression n'était «*qu'une option*», qu'il s'agirait plutôt de «*modulation*». Le système du quotient familial, comme toute la politique fiscale actuelle, offre des avantages aux plus fortunés : il fait gagner 2200 euros par enfant à un ménage gagnant 15 fois le Smic... et rien du tout à un ménage non imposable. Les 10% de foyers les plus riches concentrent 42% de l'avantage fiscal du quotient familial. Le supprimer pour les hauts revenus serait la moindre des choses. Mais dès que Hollande met en avant une idée un peu offensive contre les plus riches, il s'empresse de reculer.

Par contre, dès l'annonce par Standard and Poor's de la dégradation de la note de la France, Hollande s'est empressé d'accuser Sarkozy de la perte du AAA mais aussi d'assurer qu'avec lui, les conditions de retour au AAA seront garanties. Aucune remise en cause du principe même des agences de notation et des mesures d'austérité prises sous la pression des marchés financiers. À la question posée par un journaliste du *Monde* : «*Si vous êtes élu, la reconquête du triple A constituera-t-elle un objectif?*», Hollande répond «*Mon objectif, c'est de redonner confiance à la France. Elle dispose de nombreux atouts, une démographie dynamique, une épargne abondante, une productivité élevée, qui rendent possible le redressement.*» Dans l'exercice «*langue de bois*», Hollande tient la route à n'en pas douter ! Mais si l'on décrypte un minimum, pas de doute non

JE SAURAI REDONNER TOUTES SES LETTRES DE NOBLESSE AU MARCHÉ : AAA



HOLLANDE TRIPLE NAZE!



-FAUJOUR-

plus : le candidat Hollande ne sera pas celui de la contestation du capitalisme. Ce n'est certes pas une surprise. Mais miser uniquement sur le rejet et le dégoût de Sarkozy pour remporter les élections et mener ensuite le même type de politique antisociale au service des banques peut s'avérer un mauvais calcul pour lui.

Les derniers sondages montrent que l'écart entre Hollande et Sarkozy se resserre au premier tour. Et surtout, la percée de Bayrou montre qu'aujourd'hui les attermolements d'Hollande lui font perdre des voix sur sa droite... sans lui en redonner sur sa gauche. Pour l'instant, sa place au second tour ne semble pas être remise en cause, mais bien des choses vont se passer jusqu'à la présidentielle. La situation reste très ouverte, d'où la nécessité d'accentuer notre bataille politique d'ensemble au travers de la campagne Poutou : chasser Sarkozy en montrant que Hollande n'est pas la solution et que la situation exige une alternative anticapitaliste.

Marie-Hélène Duverger

Échos de campagne

Meeting à Villefranche-de-Rouergue

Philippe Poutou est jusqu'à présent le seul candidat aux présidentielles à être venu à Villefranche-de-Rouergue, petite ville de 13000 habitants. *La Dépêche du Midi* avait annoncé sa venue le samedi 14 janvier en «*une*» de son édition aveyronnaise. Le meeting a réuni une petite centaine de participantEs, chiffre «*authentifié*» dans son compte rendu par l'autre quotidien régional *Centre presse*. C'est un des meilleurs résultats des réunions

publiques tenues ces dernières années à Villefranche-de-Rouergue, tous partis confondus. Dans le public, sont venuEs une douzaine de jeunes dont certainEs sont prêtEs à s'investir avec le NPA, ainsi que de nouveaux contacts, et plusieurs militantEs avec qui nous travaillons dans les collectifs villefranchois. Dans une salle décorée d'affiches et de banderoles, a été projeté le film *Marinaleda*, sur une petite ville d'Andalousie en auto-organisation politique et sociale,

usant de démocratie directe. Puis deux brèves interventions ont précédé le discours de Philippe. Un jeune camarade, étudiant à Toulouse, a parlé de la jeunesse, de ses difficultés, de ses aspirations. Puis un camarade de Villefranche a rappelé la situation locale, les licenciements, les grèves récentes comme celles des postiers, ou celle en cours chez les urgentistes, et les problèmes écologiques : le gaz de schiste et la grave pollution de la rivière Assou causée par le groupe Vinci.

Après l'intervention de Philippe, se présentant comme le candidat «*collectif*» du NPA, détendu et chaleureux, le débat a surtout porté sur les moyens et possibilités de s'en prendre non seulement à Sarkozy, mais à tout le système de l'oligarchie, à la lutte contre l'individualisme, à la nécessité d'unifier les luttes, à repenser l'espace de la démocratie. Les discussions se sont poursuivies au cours d'un apéritif dînatoire.

Correspondant

Message de Philippe Poutou adressé à RESF

Le Réseau Éducation sans frontières (RESF) a tenu sa réunion nationale les 14 et 15 janvier. À cette occasion, l'organisation a demandé aux candidatEs aux élections présidentielles d'enregistrer un message vidéo.

Chères et chers camarades,
Le sens même de mon combat, de celui de toutes les militantes et de tous les militants du NPA, de notre campagne bien sûr, mais, bien au-delà, de notre engagement politique, est la lutte pour le respect de la dignité humaine contre les discriminations quelles qu'elles soient, les discriminations sociales indissociables des discriminations raciales. Cette lutte est au cœur de la lutte pour construire une société libre et démocratique.
C'est bien pourquoi notre solidarité avec votre combat est pleine et entière. La lutte contre la politique xénophobe et raciste du gouvernement et de l'extrême droite est pour nous une priorité face aux surenchères du ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, qui se vante de 33 000 reconduites à la frontière cette année, soit 5 000 de plus que les objectifs fixés initialement par Brice Hortefeux pour 2011.
RESF joue un rôle essentiel depuis de nombreuses années pour la défense du droit à l'éducation et à la scolarisation des enfants de parents sans papiers

et des jeunes majeurs sans papiers, et milite pour la régularisation de tous les sans-papiers vivant en France. Grâce à votre combat sans relâche, la solidarité a pu s'organiser à travers le pays par de multiples liens.
Nous partageons les objectifs de votre combat. Nous sommes pour la libre circulation, de séjour et d'installation des étrangers sur notre sol avec toutes les libertés et conditions de vie décentes indispensables à tout être humain : le droit à la scolarisation, à la santé, à un logement, à un emploi. Nous avons inscrit dans notre programme « la régularisation de TOUS les sans-papiers », le droit de vote des étrangers vivant en France. Nous sommes pour la fermeture des centres de rétention.
Nous sommes donc bien sûr pour l'abrogation de toutes les lois Sarkozy-Besson-Hortefeux qui bafouent les droits de l'homme et sont en contradiction complète avec les libertés démocratiques. Nous soutenons toutes les initiatives de RESF et de toutes les organisations politiques, syndicales,

associatives qui luttent pour imposer ces droits démocratiques. Nous voulons travailler à construire l'unité la plus large autour d'eux.
Votre combat a contribué à faire connaître auprès de l'opinion publique la cause des sans-papiers, et à construire dans les établissements scolaires des mobilisations importantes. Il a ainsi contribué à créer un courant d'opinion favorable aux étrangers, pour la régularisation des sans-papiers. C'est très important à une époque où d'aucuns font tout pour creuser un fossé entre la population française et les étrangers, où la démagogie nationaliste fait le lit du racisme et de la xénophobie.
En ce début d'une année qui s'annonce dure pour touTEs les exploitéEs et les oppriméEs, recevez, chères et chers camarades, tous nos vœux pour vos combats, nos combats communs.

Philippe Poutou

Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

- Judi 19 janvier, Tarbes.**
Réunion publique à 18 heures, Amphithéâtre de la Bourse du travail, place des Droits de l'homme.
- Judi 19 janvier, Pau.**
Réunion publique à 20 h 30, salle 707, Complexe de la République, 8 rue Carnot.
- Vendredi 20 janvier, Blois.**
Réunion publique à 20 heures, salle des Sarrazines, rue Latham.
- Samedi 21 janvier, Paris.**
Philippe prendra la parole à 20 heures dans le cadre de la Fête du NPA 75 de 12 heures à 22 heures, salle Olympe-de-Gouge, 15 rue Merlin (M° Père-Lachaise).
- Lundi 23 janvier, Poitiers.**
Réunion publique à 20 h 30, salle Timbaud, Maison du peuple, rue Saint-Paul.
- Judi 26 janvier, Metz.**
Réunion publique à 20 heures, Maison des associations, 1 rue du Coëtlosquet.
- Vendredi 27 janvier, Marseille.**
Réunion publique à 19 heures, Théâtre Mazenod, 88 rue d'Aubagne, 1^{er} arrondissement.
- Judi 2 février, Strasbourg.**
Réunion publique à 20 h 30, salle A, Maison des syndicats, 1 rue Sédillot.
- Vendredi 3 février, Besançon.**
Réunion publique à 20 heures au Kursaal, place du Théâtre.
- Mardi 7 février, Montpellier.**
Réunion publique à 20 heures, salle Guillaume-de-Nogaret, espace Pitot, place du Professeur-Mirouze.
- Mardi 21 février, Beauvais.**
Meeting à 19 heures, amphithéâtre du Pré-Martinet.

Échos de campagne

Les vœux de Philippe Poutou pour 2012 : Sarkozy dégage !

Mardi 10 janvier, à 17 h 15, le rendez-vous était donné à toute la presse et aux militantEs du NPA à la sortie du métro George V. Quartier inhabituel pour des militantEs du NPA, mais emplacement idéal puisque c'est à cet endroit, dans la célèbre brasserie « populaire » (dixit M. Estrosi) le Fouquet's, que Nicolas Sarkozy avait fêté son élection en présence des patrons du CAC 40, le 5 mai 2007.
En premier vœu et devant ce symbole du sarkozysme, le « lieu du crime », Philippe Poutou a souhaité que Nicolas Sarkozy « dégage » ainsi que toute sa bande : les Guéant, Hortefeux, Morano... Philippe a précisé que François Hollande n'était pas la solution, appelant à déloger Sarkozy le plus à gauche possible. Notre programme d'urgence a pu être détaillé : non-paiement de la dette, service bancaire public, interdiction des licenciements,

Smic à 1 600 euros, arrêt du nucléaire en dix ans, développement des services publics...
Lors de ses vœux, notre candidat est revenu sur les déclarations honteuses de Claude Guéant à propos de la bavure policière qui a coûté la vie à Wissam El-Yamni à Clermont-Ferrand, demandant une enquête et des sanctions contre les policiers responsables.
Pour conclure, Philippe est revenu sur « l'escroquerie » du programme de Marine Le Pen. Interrogé sur le vote ouvrier FN, Philippe a répondu : « Moi, je suis un ouvrier et je peux vous dire que pas mal de gens ne se retrouvent pas dans ces idées-là ».

Correspondant



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Cafouillage sur les parrainages

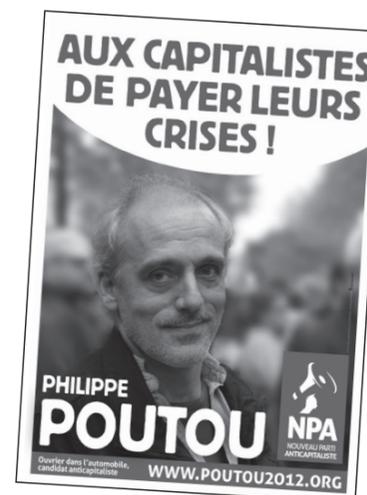
Jamais à une élection les parrainages n'auront autant fait parler d'eux. Les médias, depuis cet été, ne cessent de braquer leur projecteur sur la course vers les 500 fameux parrainages à laquelle nous participons. Trop souvent unique médiatisation potentielle pour les « petits » candidats.
La semaine passée fut riche en rebondissements. Au milieu des pleurs de Boutin et de Le Pen, des certitudes de Dupont-Aignan et Chevènement et du « jusqu'au bout » du NPA, le président de l'Association des maires de France (AMF), Jacques Péliard (UMP) s'est quelque peu emmêlé les pinceaux.
Le mardi 12 janvier, dans un premier communiqué, Péliard se prononçait, comme il l'avait fait en 2007, pour

« l'anonymat des parrainages ou la possibilité de parrainer deux candidats ». Dans ce communiqué matinal, au grand bonheur des candidatEs en difficulté, Jacques Péliard développe un argumentaire que nous connaissons bien pour l'avoir écrit nous-même sur nos 4 pages et pour le rabâcher maintenant depuis des mois à chaque rencontre avec des maires : « Le parrainage n'est pas un soutien, il ne s'agit pas d'un choix et encore moins d'un vote en faveur de l'un ou l'autre [...] cet acte ne doit pas être compris comme un droit de veto destiné à empêcher une candidature adverse » avant de demander le respect de cette liberté et dénoncer toute stigmatisation des maires ayant parrainé.
Cette déclaration fait suite, comme en

2007, aux nombreuses plaintes d'élus locaux qui vivent mal la pression médiatique renvoyée par les difficultés des petits candidats. Malgré un projet de loi déposé par un député du Nouveau Centre en octobre, la pression des maires et cette forte médiatisation, le pouvoir ne lâche pas de mou. Le PS et l'UMP, par leurs réactions semblables, se satisfont pleinement de cette règle antidémocratique, cette censure administrative, ce premier tour imposé.
Mais la pression n'est jamais à sens unique puisque, quelques heures plus tard, Jacques Péliard est revenu sur ses déclarations du matin en déclarant qu'il était « favorable à la double signature et défavorable à l'anonymat ». Revirement des plus spectaculaires !

Pour sa part, le NPA a recueilli plus de 350 parrainages, montrant sa détermination à aller jusqu'au bout. Nous continuons à défendre un système de parrainage démocratique : que les candidats (et leurs partis) récoltent eux-mêmes 100 000, 200 000, ou autres parrainages d'électeurs, même si l'anonymat faciliterait grandement cette lourde tâche.
Plus que jamais déterminés, les militantEs du NPA concentrent de plus en plus de force et d'énergie dans cette dernière ligne droite. À moins de 60 jours du jour fatidique, il faut encore redoubler d'énergie pour imposer notre candidature anticapitaliste et pour relever ce défi qui nous est imposé.

Thibault Blondin



À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

Quartiers violences

Sans JUSTICE, pas de PAIX!

Pour deux morts de plus en une semaine, combien de contrôles au faciès, d'insultes racistes, de harcèlements policiers, de coups? Et combien d'humiliations pour un père, une mère, un enfant, une sœur, un ami quand ils doivent croiser, au même endroit, les policiers qui ont tué leur fils, leur frère, leur ami comme à Grasse ou à Argenteuil?

Pour des flics qui se sentent tout permis, combien parmi nous dans les quartiers n'osent plus, tout simplement défendre leurs droits?

Pour deux nouvelles réquisitions de non-lieu envers des policiers en une semaine (dans les cas de Ali Ziri à Argenteuil et de Luigi Duqueten, jeune gitan tué par un gendarme dans le Loir-et-Cher), combien de condamnations fermes pour des délits dérisoires?

Pour 24 397 nouvelles places de prison, combien de classes fermées dans nos écoles et de lits supprimés dans nos hôpitaux?

Pour des milliers de nouvelles caméras de vidéosurveillance installées dans nos quartiers, combien de caméras installées dans les commissariats?

Pour dix nouvelles mesures ou discours racistes, sécuritaires et antisociaux par Sarkozy, Guéant et consorts, combien de réelles mobilisations de solidarité sur le terrain aux côtés des familles des victimes de violences policières par les partis de gauche?

Les violences policières sont un des maillons d'une politique d'État qui fait système, qui garantit l'impunité pour la police dans le même temps qu'elle ne promet que relégation et précarité dans les quartiers populaires.

Alors, avec les proches de Wissam à Clermont, d'Hakim à Grasse, de Lamine à Paris, de Mamadou à Colombes, d'Ali Ziri à Argenteuil et de tous les autres tombés sous les coups de la police ces dernières années, on peut le répéter: nous sommes pour la paix.

Mais la paix que nous voulons n'est pas une paix des cimetières, cette paix « sociale » dont parlent les responsables politiques, la paix des soumis, des à-genoux, des couchés ou pire, des morts. Nous réclamons simplement (simplement!), l'égalité et la justice.

Comme le disaient les pancartes d'Act Up-Paris, le vendredi 13 janvier, devant le commissariat du 3^e arrondissement de Paris, « Silence = mort ». Alors il faut que notre engagement soit clair et que nous soyons de plus en plus nombreux et nombreuses aux côtés des collectifs et associations qui se battent, que tous les responsables politiques l'entendent, que les policiers et les juges le sentent: sans justice il n'y aura pas de paix!

Omar Slaouti et Denis Godard

Debout contre les violences policières!

Un vent de dignité retrouvée a soufflé à Argenteuil lors du rassemblement contre les violences policières, organisé par le collectif Ali Ziri, samedi 14 janvier. Avec le père d'Hakim Ajimi et le porte-parole du collectif qui avaient fait le déplacement depuis Grasse, avec des représentants des collectifs « Justice et Vérité » pour Wissam El-Yamni de Clermont-Ferrand, Lamine Dieng de Paris, Mamadou Maréga de Colombes, Abdelilah El Jabri d'Aulnay-sous-Bois, avec des membres du MIB, du Collectif Anti-Nérophobie, d'Amnesty International... les témoignages ont été nombreux.

À chaque fois, l'occasion a été donnée de rétablir la vérité des faits, ceux rapportés par les témoins et les expertises médicales. Chacun aura pu constater les similitudes dans les méthodes d'interpellation, dans le traitement judiciaire et même médiatique, qui nous imposent une réaction unitaire et nationale structurée autour de la campagne « Police, personne ne bouge » et du collectif « Vies volées ». Cette rencontre, cet entre-nous, cette confiance, ont laissé toute la place qu'il fallait pour des émotions trop souvent contenues parce que non reconnues. Des douleurs ravivées lorsque la justice à son tour utilise à sa manière une clé d'étranglement, celle-là même qui asphyxie et qui étouffe ces affaires de meurtre. C'est le cas pour celui d'Ali Ziri, pour lequel le procureur requiert un non-lieu, en livrant des conclusions ahurissantes et sans appel: « Attendu que l'information n'a établi aucun acte de violence volontaire qui aurait été la cause directe ou indirecte du décès d'Ali Ziri, attendu qu'il résulte des expertises qu'aucune faute directe involontaire n'est imputable à quiconque, l'état d'insuffisance des moyens, des personnels et de leur compétence, des services de police ou d'urgence ne pouvant pas être retenu à l'encontre de ceux qui y travaillent dans des conditions difficiles. » Pour cette justice, c'est donc sans cause et spontanément que seraient apparus les 27 hématomes, dont l'un de 17 cm de diamètre, et « l'hypoxie suite à une compression sur la cage thoracique » rapportés par l'Institut médico-légal! Déni, mensonges, falsification de preuves, pressions sur les témoins et la famille, sont des constantes dans les pratiques policières et judiciaires. Et à chaque fois,



(CHRISTIAN)

jouer la montre pour diluer dans le temps les mobilisations pour la justice et la vérité. C'est pour cette raison que le collectif a posé ce jour-là une plaque sur le lieu d'interpellation d'Ali Ziri. Gravé dans l'acier, on peut y lire: « Ali Ziri, 69 ans, mort le 11 juin 2009, suite à son interpellation par la police nationale ici-même ». Cela n'est pas sans rappeler la plaque posée pour Malik Oussékine qui incrimine elle aussi la police. Comme l'a souligné Jacques

Gaillot, présent à notre rassemblement, notre combat doit se poursuivre pour infléchir la décision du juge d'instruction. C'est l'enjeu-même de notre prochain rendez-vous pour Hakim Ajimi, vendredi 20 janvier en soirée, à la Fontaine des Innocents (M^e Saint-Michel, voir le site du FSQP). On ne lâchera rien, « ils pourront couper toutes les fleurs, ils n'empêcheront pas la venue du printemps ».

Omar Slaouti

Pour Wissam, on ne lâchera pas!

ARTICLE 1. Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

ARTICLE 3. Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Ces articles n'ont pas été pris en compte cette nuit de la Saint-Sylvestre lors de l'arrestation de Wissam El-Yamni, âgé d'une trentaine d'années. Les officiers de la police nationale ont visiblement été frappés d'une amnésie sélective au sujet des droits de l'homme. À la suite d'une altercation entre Wissam et les officiers de police, les habitantEs de la Gauthière ont pu assister à une scène innommable: arrestation violente durant laquelle leur ami, leur collègue, leur fils, leur frère a été roué de coups, menotté et mis

dans le coffre de la voiture avec le chien des officiers auquel ils ont enlevé sa muselière...

Wissam est alors tombé dans le coma durant une semaine avant de succomber à toute cette haine.

Rappelons également que la police a ouvert le feu cinq jours auparavant, le 26 décembre, sur un véhicule dont les occupants étaient également deux jeunes du quartier voisin, et l'un d'entre eux, Karim E., est également mort sur le coup.

Aujourd'hui la famille et les habitantEs de la Gauthière ont créé un collectif « Justice et vérité pour Wissam » auquel s'est jointe la famille de Karim pour ne pas laisser dans l'impunité les auteurs de ces assassinats.

Pour les aider dans la lutte, aidons-les à faire vivre la mémoire de Wissam, de Karim, de Hakim Ajimi, d'Ali Ziri...

Nous ne lâcherons pas et réclamons justice et vérité!

populaires, policières

LA VIE DANS LES QUARTIERS



Parfum de meurtre à Grasse

Ce lundi 16 janvier, s'est ouvert, au tribunal correctionnel de Grasse, le procès de sept policiers responsables de la mort d'Hakim Ajimi en mai 2008. L'enjeu est de taille et exceptionnel, puisque des policiers se retrouvent sur le banc des accusés : il s'agit de deux fonctionnaires de la BAC poursuivis pour homicide involontaire et de cinq autres policiers, dont des policiers municipaux, pour non-assistance à personne en danger.

Le 9 mai 2008, Hakim s'embrouille avec le directeur d'agence de sa banque, énervé de ne pas pouvoir effectuer un retrait ; c'est alors que deux policiers de la BAC et un policier municipal l'interpellent, l'immobilisent sur le ventre, face contre terre, menotté aux mains et aux pieds. S'ensuit l'arrivée de neuf policiers municipaux, alors que l'un des policiers de la BAC effectue une clé d'étranglement, pendant que l'autre est assis sur le dos d'Hakim, l'immobilisant ainsi pendant dix à quinze minutes. La plupart des témoins affirment qu'Hakim « n'opposait plus de résistance », qu'il n'arrivait plus à respirer, manquait d'air. L'un d'eux dira : « J'ai vu que son visage était tout bleu, puis il a baissé la tête tandis que le policier continuait à l'étrangler. » Pour les policiers de la BAC, Hakim Ajimi a été « l'artisan de sa propre mort ». Les témoins affirmeront qu'il a cherché à respirer jusqu'au bout ; c'est sans doute ce que les policiers traduiront par « il s'est débattu jusqu'au bout » ! Ils diront n'avoir fait qu'appliquer des techniques apprises à l'école de police ! Au premier jour du procès, la discussion a porté justement sur ces techniques d'étranglement, qu'ils nomment dans leur jargon « méthode de raisonnement opérationnel ». Il sera fait mention d'une note interne de 2003, émanant du directeur général de la Police nationale qui limite à « 3 à 5 secondes l'usage d'une technique d'étranglement », et le chef de l'IGPN en octobre 2008 rappelait que « l'immobilisation par compression sur le thorax ou l'abdomen doit être la plus momentanée possible et relâchée dès que la personne est entravée par les moyens réglementaires et adaptés ». Des déclarations uniquement pour couvrir la hiérarchie :



l'hypocrisie et le cynisme sont de mise. Les policiers qui en appellent aujourd'hui à la présomption d'innocence n'ont pas hésité à user de la présomption de culpabilité et à infliger directement la peine absolue : la mort. Pour la justice et la vérité, pour Hakim, une mobilisation quotidienne devant le tribunal de Grasse est prévue, et un rassemblement unitaire à Paris à la Fontaine des Innocents, le 20 janvier, dernier jour du procès, à 18 heures.

Omar Slaouti

2012: un Printemps pour toutes et tous !

Face aux attaques (racisme, guerres, violences policières, licenciements, exclusions diverses, etc.) qui se multiplient, nos efforts doivent se tourner vers la mise en avant et la convergence des résistances et des révoltes qui, elles aussi, fleurissent, s'ancrent et se développent. Le processus révolutionnaire qui s'est ouvert dans le monde arabe, il y a un an, redonne fierté, courage et détermination à tous ceux qui se battent pour la dignité, la justice et la liberté depuis des décennies dans le monde entier. L'appel « 2012 : Printemps des Quartiers » veut participer à renforcer le meilleur de cette dynamique sociale et politique en France.

« Tout un monde d'oppression n'en finit pas de s'écrouler sous nos yeux qui appelle des solutions radicales qui doivent s'imposer dans les débats et accompagner les prochaines présidentielles. Nous sommes un regroupement de militants et de personnalités de gauche, d'associations des quartiers, d'organisations politiques ou syndicales antiracistes et décoloniales, déterminés à forcer le débat notamment durant la campagne présidentielle. Nous voulons aider à l'action et l'expression des populations exclues de tels débats, femmes et hommes, et porter quatre préoccupations :

- contre le racisme, en premier lieu le racisme d'État, l'islamophobie, la surexploitation, le harcèlement et l'expulsion des sans-papiers ; contre les inégalités, la ségrégation urbaine – en nous revendiquant des droits égalitaires ;
- contre les violences institutionnelles de la police, de la justice, et, de l'école au Pôle Emploi, pour l'invention d'institutions démocratiques au service de toutes et tous ;
- contre les politiques libérales porteuses de la crise économique, en défense des droits sociaux fondamentaux ;
- contre les rapports de domination internationaux et néocoloniaux en particulier en Palestine et en Afrique ou dans les DOM-TOM, en soutien aux exigences portées par les processus révolutionnaires en cours. »

Imposer les questions politiques concernant les quartiers, mais également au-delà, non seulement dans les idées, mais surtout par les actes (actions, manifestations, assemblées de quartiers, événements divers), est urgent et possible pour stopper les assassinats policiers dans les quartiers ou pour mettre en échec la politique de diabolisation et d'exclusion des musulmans de l'espace public, par exemple. Cela ne se fera pas sans rapport de forces. Et celui-ci ne se fera pas sans convergence et débat des différents mouvements. L'objectif est donc de favoriser cette convergence sans imposer ni une manière ni un cadre permettant de l'atteindre : ce sont nos luttes communes, et celles-ci sont nombreuses, qui doivent être à la base de nos rencontres, dans le respect de l'histoire et des autonomies de chacun et chacune.

Au-delà de la crise économique, la nature politique de la crise actuelle et du modèle démocratique est profonde : il semble fondamental de poser les jalons permettant de penser des espaces de contre-pouvoir politiques, intellectuels et sociaux, au service de nos luttes, à partir de celles-ci et uniquement contrôlés par celles et ceux qui les mènent. Poser les jalons, expérimenter, débattre (et non décréter) voilà un des objectifs politiques du Printemps des Quartiers qui peut et doit devenir, à ce titre, un instrument pour toutes et tous.

Pour être tenu informéEs et recevoir la newsletter, envoyez un mail à : contact@printemps2012.fr

Pour rejoindre ou lancer un groupe local, envoyez un mail à : animation@printemps2012.fr

Pour regarder les vidéos des précédents événements, allez sur la page facebook « Printemps des Quartiers ».



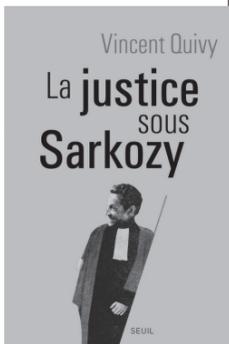
<http://lafermedubonheur.over-blog.net/>

Sur une parcelle en friche située sur le grand axe Paris-Nanterre se trouve un petit paradis écolo-artistique. La ferme du bonheur, association se définissant comme « une cellule de recherche et de réflexion sur l'Homme et la Terre » est un véritable petit laboratoire socioculturel. Utilisant le théâtre, la musique, la danse, les arts plastiques et le cinéma comme catalyseur créatif, le directeur artistique Roger des Prés et son équipe cultivent arbres fruitiers, légumes, plantes de collection et céréales... Chaque dimanche, tout le monde rejoint le P.R.É (Parc-Rural-Expérimental) pour faire avancer son petit chantier. Pour les Franciliens, c'est une belle occasion de se mettre au vert avec des gens sympas, pour les autres, c'est un projet intéressant à exporter.

L'essai

LA JUSTICE SOUS SARKOZY

Vincent Quivy
Seuil
230 pages
18 euros

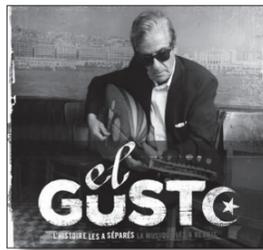


Peines planchers, explosion des comparutions immédiates, plaider coupable, rétention de sûreté à l'encontre de certains détenus ayant déjà accompli leur peine, réforme de la carte judiciaire avec fermeture de nombreux petits tribunaux, tentative de suppression des juges d'instruction... La justice a été pendant ces cinq ans un vrai laboratoire pour Sarkozy. La reprise en main des procureurs par le ministère, la mise en cause permanente des magistrats du siège indépendants de l'exécutif, le président n'a cessé de remettre en cause le pouvoir judiciaire. Les mineurs sont particulièrement dans l'œil du cyclone. Avec beaucoup de mauvaise foi et de mensonges, il passe son temps à faire croire que la justice ne fait rien, que l'Ordonnance de 1945 qui régit les mineurs devrait être réformée.

Parallèlement, Sarkozy sait épargner ses petits camarades et, en conformité avec ses discours, il tente de dépolitiser le droit des affaires, puisque les dirigeants d'entreprise « ne volent pas mais commettent des erreurs ». Une commission est mise en place, mais au même moment une affaire EADS éclate, mettant en cause un des proches de Sarkozy, Lagardère, qui aurait commis un délit d'initié. Comprenant que la mesure ne serait pas populaire, le projet est enterré. Et comme par hasard, peu de temps après, le président annonce le projet de suppression du juge d'instruction. Puisqu'on ne peut contrôler les juges, autant les supprimer au profit du parquet (les procureurs) qui lui est aux ordres et ne transmettra pas l'affaire à la justice. Nouveau tour de passe-passe, magnifiquement illustré par l'affaire Bettencourt. Sans compter l'utilisation savamment orchestrée de tous les faits divers qui justifient selon lui une nouvelle loi. Au final, les prisons sont plus que pleines, la récidive ne diminue pas, les juges sont surchargés et tout le monde judiciaire est en colère.

Dominique Angelini

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



FILM & CD

EL GUSTO

Safinez Bousbia

Le chaabi, ce n'est rien moins que le blues et la soul d'Alger, dont beaucoup ne connaissent que les chants de l'immigration d'un Dahmane El Harrachi et son célèbre *Ya Rahah*. Ce style est né lui aussi d'un dérivatif des musiques religieuses qu'il a progressivement rendu profane, notamment en devenant citadin. Il s'agit de la musique populaire par excellence, rugueuse, explicite et métissée. Au cœur de la ville blanche, elle se construit ainsi entre Arabes, Kabyles et juifs qui apportent chacun leur pierre à l'édifice de cette maison commune, tout comme à Constantine, le Maalouf resta longtemps le trésor partagé des deux communautés, hérité de l'ancienne Andalousie d'avant la Reconquista. Ce documentaire et ce CD résultent de la volonté de la jeune réalisatrice Safinez Bousbia, qui désirait ainsi raviver la mémoire de cette aventure oubliée entre la Casbah des années 1930 et Pigalle des années 1950, avec la figure tutélaire d'El Anka.

À voir autant qu'à écouter.
King Martov



MUSIQUE

CIGALA & TANGO

Diego el Cigala
Universal

Le fameux chanteur de flamenco Diego el Cigala vient de remporter le Grammy latino du meilleur album de Tango. « *Musique de l'âme, nocturne et magique* », Diego a trouvé avec les grands classiques du tango issus des quartiers louches, où le sexe compte beaucoup, une inspiration nouvelle. Accompagné de ses musiciens flamenguistes, du bandoniste Nestor Marconi et du guitariste Juanjo Dominguez, el Cigala marie sa musique langoureuse à l'explosion du tango. Un mélange hors-norme pour un blues latino qui vous collera à la peau pour une éternité.

Sylvain Chardon



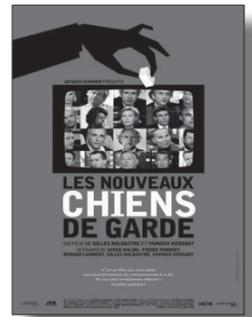
THÉÂTRE

LA COMPAGNIE DES SPECTRES de et avec Zabou Breitman, d'après le roman de Lydie Salvayre

Quand l'huissier débarque chez la vieille Rose, qui n'a plus de quoi payer ce qu'elle fume et biberonne, pour y saisir son pauvre mobilier déglingué, l'intrusion fait revenir en elle tout « *ce passé qui ne passe pas* » avec ses spectres, le maréchal Putain (sic), Darnand et ses foutus miliciens... jusqu'à entraîner la fille de Rose dans les souvenirs plus ou moins tordus de sa mère, où les époques s'entremêlent de façon saisissante, à la fois burlesque et tragique. Monté et joué par la seule Zabou Breitman, avec une énergie et une perfection technique rarement vues sur scène ces dernières années, ce spectacle pointe avec élégance et modestie ce que fut le « *vichysme* » et ce qui en subsiste dans la France d'aujourd'hui.

Gilles Bounoure

Thonon-les-Bains les 20 et 21 janvier, à Conflans-Sainte-Honorine les 27 et 28 janvier, à Toulon le 4 février, à Vesoul le 7 février, à Saint-Étienne-du-Rouvray le 24 février, etc.



DOC

LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE

Gilles Balbastre, Yannick Kergoat

Intitulé en référence au livre de Serge Halimi (1997), ce film de combat démonte minutieusement les trois mythes dans lesquels se drapent les grands médias : indépendance, objectivité et pluralisme. Les auteurs montrent de manière très claire et pédagogique que ces idéaux du journalisme dominant masquent la monopolisation du pouvoir médiatique par une petite caste d'éditorialistes, directeurs de rédaction et autres intervieweurs, et dissimulent la collusion structurelle de ces derniers avec les pouvoirs politique et économique. Également analysé de belle manière : le rôle de l'expertise économique dans la fabrique du consentement aux politiques d'austérité. Un film à voir absolument et à faire voir !

Léo Carvalho

EXPOS Le centenaire d'une révolution artistique

Avec « Expressionismus & Expressionismi, Berlin-Munich 1905-1920, Der blaue Reiter vs Brücke » (jusqu'au 11 mars 2012) et plus de 150 œuvres de premier intérêt, la Pinacothèque de Paris fait revivre un tournant décisif de l'art moderne occidental.

« Une grande époque s'annonce et a déjà commencé... L'art ne connaît ni frontière, mais seulement l'humanité », ainsi s'exprimait à Munich, en octobre 1911, « la rédaction du Cavalier bleu », c'est-à-dire Vassily Kandinsky (1866-1944) et Franz Marc (1880-1916), avant de présenter sous cet intitulé des expositions dans plusieurs grandes villes d'Allemagne et d'éditer leur fameux *Almanach* au printemps suivant. Y figureraient, à côté d'œuvres de Cézanne, Matisse, Picasso, Arp, Delaunay et d'objets d'art populaire ou extra-européens, plusieurs membres importants (Pechstein, Kirchner, Nolde) du premier groupe expressionniste formé en Allemagne, Die Brücke (le Pont). Créé à Dresde en 1905, ce groupe ne put d'abord mieux faire, faute de moyens, qu'éditer une gravure-manifeste et quelques albums, avant de devenir le nec plus ultra de la Nouvelle Sécession berlinoise à la

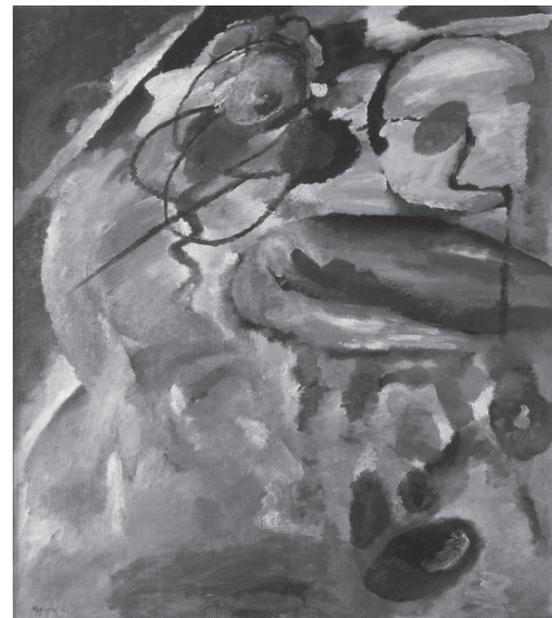


Franz Marc - *Petite Composition III* (1913/1914) - Osthause Museum, Hagen - Photo : Archives Nakov, Paris

fin de la décennie... tout en restant inconnu à Munich ! Ce rapprochement fut éphémère, notamment du fait de la Grande Guerre où périeraient Marc et le génial August Macke (1887-1914), et de la Révolution russe que rejoindrait provisoirement Kandinsky. Aurait-il pu en être autrement sans ces événements ? Si l'on savait que « l'expressionnisme » désigne non une « école » mais les efforts de divers artistes européens pour se dégager chacun à leur manière du réalisme et de l'impressionnisme dominants, l'exposition de la Pinacothèque le fait excellentement comprendre avec son parti de mise en regard, autour de thèmes communs, paysages, portraits, etc., d'œuvres majeures issues de Die Brücke et du groupe du *Cavalier bleu*. Cette disposition qui en appelle au regard critique des visiteurs (fait exceptionnel de nos jours !) met en évidence ce qui rapprochait les premiers expressionnistes allemands, mais aussi tout ce qui les séparait et que détaille la correspondance de Marc et Kandinsky. De leur côté, le fauvisme dont Marc se réclame, l'expérimentation continuelle, les débuts de « l'abstraction » chez Kandinsky et Macke, des femmes actives dans ce groupe (superbes toiles de Marianne von Werefkin et de Gabriele Münter). Chez les anciens de Die Brücke, peut-être du fait de leurs succès berlinois, une invention dont le ressort paraît usé, même après les expériences exotiques de Nolde et de Pechstein en Océanie allemande. Cette exposition va au-delà de 1920 avec *Nuages*, belle toile de Nolde qui confirme à quel point, en 1929, l'histoire s'était arrêtée pour ceux de Die Brücke, voués au perfectionnisme dans la répétition. Ils n'en seraient pas moins anathématisés par les nazis et leurs œuvres « dégénérées » détruites ou soldées comme celles issues du *Cavalier bleu*. Sur ce sujet comme

sur bien d'autres, le catalogue de l'exposition doit être signalé, parce qu'il s'adresse à la fois aux profanes et aux connaisseurs, associant informations de base et contributions parfois très pointues (sur le sort du « premier tableau abstrait de Kandinsky », par exemple), et en appelle également au regard critique des uns et des autres. Telle était aussi l'intention des concepteurs du *Cavalier bleu*, dont il est appréciable de voir certaines des meilleures idées traverser cette remarquable exposition.

Gilles Bounoure



Vassily Kandinsky - *Tableau avec cercle* (1911) - Georgian National Museum, Tbilisi Archives Nakov, Paris © Adapp, Paris 2011

NIGERIA Grève générale d'une semaine

L'annonce par le président du Nigeria de la fin des subventions à l'essence a déclenché une grève qui est aujourd'hui suspendue après un recul partiel du pouvoir.

Pour de nombreux habitantEs du Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, le nom de leur président Goodluck Jonathan (littéralement « Bonne chance Jonathan ») ne rime décidément plus avec bonheur, mais plutôt avec malheur. Ainsi, la semaine dernière à Lagos, la capitale économique du pays, des milliers de manifestantEs scandaient son nom transformé en « Badluck Jonathan ». Au 1^{er} janvier, le président en exercice de ce pays de 160 millions d'habitants qui est le premier producteur pétrolier d'Afrique annonça, par surprise, la suppression pure et simple des subventions sur le prix du carburant. Jusqu'ici, l'essence était lourdement subventionnée par l'État, à hauteur d'environ huit milliards de dollars par an. En soi, la suppression de la subvention sur l'essence n'était pas vraiment scandaleuse, puisque celle-ci bénéficiait aussi aux revenus supérieurs. Les classes moyennes et supérieures du Nigeria aiment rouler en grosses cylindrées, gaspillant énormément d'essence. Arrêter de faciliter le gaspillage de carburant et d'encourager la pollution n'est donc pas le problème. Mais aucune compensation n'était prévue pour les populations pauvres, alors que 70 % des habitantEs du Nigeria vivent avec moins de deux dollars par jour.

Ainsi, une partie non négligeable du budget de ceux qui ne roulent pas en grosses voitures rutilantes était déjà consacrée aux frais liés aux produits pétroliers. Que ce soit pour payer les transports collectifs (bus, minibus) ou encore le carburant qui alimente les générateurs électriques dans un pays où les coupures d'électricité sont fréquentes. Dès lors, ces frais auraient doublé brutalement.

GRÈVE GÉNÉRALE

À partir du lundi 9 janvier, les syndicats les plus importants du pays, réunis en deux confédérations (Nigeria Labour Congress/NLC et Trade Union Congress/TUC), ont entamé une grève générale contre cette décision du gouvernement. Celle-ci a affecté de nombreux secteurs, les transports collectifs étant en bonne partie paralysés et beaucoup de commerces fermés, mais dans un premier temps pas la production pétrolière elle-même, concentrée dans le delta du Niger et sur des plateformes offshore. Les deux principaux syndicats du secteur restaient en effet réticents : il faut plusieurs jours pour arrêter une installation pétrolière, et encore plusieurs jours pour la faire redémarrer.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté, à plusieurs reprises, à travers le pays. À Lagos, vendredi 13 janvier, environ 10 000 manifestantEs se

SITUATION TENDUE AU NIGERIA



sont rassemblés et ont dansé au son de l'Afrobeat, alors que 2 000 musulmans se retrouvaient sur la même place pour effectuer leur prière du vendredi sur le lieu de protestation. Cependant, dans une mégapole de la taille de Lagos, la mobilisation pour les manifestations est restée relativement faible, même si la grève était bien suivie par ailleurs. C'est que les événements des quinze jours précédents, marqués par une tension croissante entre groupes ethniques et religieux – les attentats de la secte islamiste Boko Haram contre des chrétiens dans le Nord, des actes de vengeance contre des musulmans au Sud –, avaient empoisonné l'atmosphère. Malheureusement, dans certains endroits, les tensions entre groupes de population se sont d'ailleurs mêlées à la mobilisation sociale, ce qui n'était pas le cas à Lagos. À Benin City, ville d'un million d'habitants, des attaques contre la mosquée centrale ont été perpétrées par des centaines de personnes jaillissant des manifestations de protestation sociale des 9 et 10 janvier.

RECU DU POUVOIR

À la fin de la semaine dernière, l'un des deux principaux syndicats du secteur pétrolier, Pengassan, a annoncé qu'à partir du dimanche à minuit, l'industrie pétrolière entrerait à son tour dans la grève. Auparavant, des négociations tenues le jeudi 12 janvier entre les syndicats et le

gouvernement avaient échoué. De nouvelles tentatives de négociation ont eu lieu le week-end, la grève étant suspendue.

Lundi 16 janvier, le président Goodluck Jonathan a annoncé un recul partiel sur sa décision de supprimer les subventions. Ainsi, au lieu de passer de 65 nairas (environ 30 centimes d'euro) à 140 nairas initialement prévus, le nouveau prix du carburant baissera d'environ 30%, pour se situer désormais à 97 nairas. Les syndicats ont déclaré qu'ils restaient en désaccord avec l'argumentation et qu'ils demandaient son annulation complète. Néanmoins, le même jour, ils appelaient à une « suspension » de la grève. Auparavant, le gouvernement avait cherché l'épreuve de force. L'armée fermait l'entrée au lieu de rassemblement des protestataires de la semaine dernière – un parc –, et des soldats occupaient le terrain. Seuls 300 manifestants ont réussi à se rassembler et ont été dispersés violemment. Après l'annonce des syndicats portant sur un report sine die de la grève, le président Jonathan a menacé tous les manifestants qui sortiraient désormais dans la rue d'être « arrêtés, traduits en Justice et accusés de haute trahison ».

La répression semble désormais l'emporter, alors que le recul du gouvernement n'est que partiel. L'affaire est à suivre.

Bertold du Ryon

SYRIE Devant les observateurs le massacre continue

Les observateurs arabes envoyés en Syrie en vertu du protocole signé fin novembre 2011 entre le gouvernement syrien et le secrétariat général de la Ligue arabe sont arrivés le 26 décembre. Cette mission s'intègre au plan arabe annoncé début octobre, qui exige l'arrêt de la répression, le retrait de l'armée syrienne des villes, la libération des détenus et l'ouverture du dialogue entre le régime et l'opposition pour préparer une période de transition.

Mais la présence des ces observateurs a eu pour effet d'encourager un nombre plus important de Syriens à manifester et de tripler le nombre des victimes civiles tuées par les forces armées du régime. Depuis leur arrivée, 400 civils ont été tués et Damas a connu au moins trois attentats suicides avec des dizaines de morts, dont deux le jour même de leur arrivée. Derrière ces attentats plane une lourde suspicion envers les mains invisibles des services secrets syriens qui viseraient à amplifier le climat de terreur dans le pays. Les observateurs eux-mêmes sont encadrés dans leurs déplacements et sont parfois malmenés et/ou manipulés. Trois d'entre eux ont été blessés par des loyalistes à Lattaquié le 9 janvier, et deux autres ont déjà démissionné, refusant de servir d'alibi à un massacre contre la population. La présence des médias en Syrie, imposée par le plan arabe, a été elle aussi mise à mal, un journaliste français ayant été tué par une attaque d'origine « inconnue », le 11 janvier.

En effet, la dictature fait tout pour éliminer toute entrave à sa politique de répression féroce contre le peuple syrien révolté. Le dictateur dans son quatrième discours depuis la révolution a fait un pas en arrière dans ses promesses de réforme, en parlant d'un « gouvernement élargi » en donnant des postes à quelques opposants « patriotes », mais le plus grave réside dans sa déclaration visant à écraser rapidement et définitivement le « complot ». Il a appelé à la formation de brigades armées pour soutenir l'armée dans ce combat final... contre son peuple, révélant ainsi la nature fascisante de son régime.

DÉTERMINATION

Et pourtant, la révolution continue, malgré ses coûts humains de plus en plus élevés et une situation de plus en plus dramatique pour une grande partie de la population : effondrement économique, déplacement des populations, des milliers de militants dans la clandestinité, des milliers de blessés cachés, les coupures quotidiennes et de longue durée de l'électricité et la pénurie de fioul...

Le régime syrien poursuit sa politique de la terre brûlée contre les masses révoltées. Il annonce un durcissement de la répression et menace même les Syriens restés muets ou « neutres », car selon le dictateur lors de son dernier discours, celui qui encourage l'anarchie est complice du terrorisme.

Les formations révolutionnaires en Syrie (coordinations et groupes) ont été déçues par l'écart énorme qui sépare les comportements, les déclarations, l'inaction, la vision à court terme et les luttes intestines qui ravagent les deux coalitions opposées (le Conseil national syrien et la Commission nationale pour le changement démocratique) et la réalité sur le terrain. Les slogans des villes déclarant que le peuple syrien est seul devant cette machine à tuer reflètent la déception des masses syriennes face à cette opposition « médiatique ». C'est pourquoi le dialogue progresse entre la majorité de ces groupes révolutionnaires de terrain pour les unifier en vue de la constitution d'une formation commune, démocratique, laïque et sociale, à même de mener la révolution à son terme : la victoire. La gauche révolutionnaire syrienne est activement engagée dans cette démarche.

Ghayath Naisse

Rwanda, l'exigence de vérité sur le rôle de la France dans le génocide

Un rapport d'enquête vient d'établir le lieu d'où est parti le tir qui a abattu l'avion du président rwandais en 1994 et remet en cause la responsabilité de la France dans le drame qui a coûté la vie à plus d'un million de personnes.

Le 6 avril 1994, deux missiles sont tirés. Le premier rate sa cible, le second touche le réservoir sous l'aile gauche et fait exploser le Falcon 50, piloté par un équipage français, où se trouvaient les présidents rwandais Juvénal Habyarimana, et burundais Cyprien Ntaryamira. Quelques heures après, le génocide au Rwanda débutait, faisant un million de morts Tutsi, mais aussi des Hutu modérés.

Les résultats de l'expertise balistique demandée par les juges d'instruction Trévidic et Poux sont importants à plus d'un titre. D'abord, ils identifient clairement le lieu du tir des deux missiles dans le camp militaire de Kanombe où était stationnée la Garde présidentielle, fer de lance des extrémistes hutu qui refusaient toute concession au FPR, majoritairement tutsi, et notamment l'accord de paix d'Arusha. Ce camp militaire abritait aussi les coopérateurs militaires français dont la mission était de former les éléments des Forces armées rwandaises (FAR). Dans les faits, ils encadraient et conseillaient les FAR pour contenir l'avancée du FPR. Ensuite l'expertise contredit totalement les résultats de l'enquête du juge Bruguière, qui à défaut de se rendre au Rwanda et d'interroger les témoins, s'est contenté de consigner des faux témoignages

de Rwandais et d'avaliser les manipulations. Bruguière, proche de Sarkozy et candidat malheureux de l'UMP aux législatives de 2007, avait conclu que les tirs étaient partis de la colline de Masaka, pourtant sécurisée par l'armée rwandaise, sur laquelle un commando FPR se serait infiltré, aurait perpétré l'attentat et serait reparti pour rejoindre sa base, elle aussi étroitement surveillée par les forces de l'ONU. Cette enquête avait débouché sur l'inculpation de neuf dirigeants du FPR.

Enfin, géomètres, acousticiens et experts en balistique ne font que confirmer, dans leur domaine, le déroulement historique du génocide. Les partisans du « Hutu Power », qui voyaient une trahison dans l'accord de Juvénal Habyarimana pour un partage du pouvoir avec le FPR, allaient s'emparer du pouvoir, après l'attentat. La Garde présidentielle élimine alors la Première ministre, Agathe Uwilingiyimana et son escorte militaire belge, qui s'appretait à lancer un appel au calme à la radio nationale. Dans ce bras de fer entre hutu modérés et extrémistes, la France choisit et soutient, dès le début et jusqu'à la fin, le camp des génocidaires.

Ce rapport ne fait que conforter les soupçons qui pèsent sur les troupes françaises sur place. Sur la fourniture aux FAR de missiles

SA16 utilisés dans l'attentat, il est en effet établi que l'armée française en avait prélevés sur le stock de l'armée irakienne lors de l'intervention de 1991.

Mais aussi sur le maniement de ces armes sophistiquées qui nécessitent une centaine d'heures de formations et d'entraînement. Il est peu probable que les FAR aient été en capacité de manier de telles armes. D'ailleurs dans la guerre avec le FPR, les soldats français réglaient les tirs d'artilleries et ceux de l'armée rwandaise se cantonnaient à la mise à feu.

Ces premiers pas vers la vérité battent en brèche les arguments des négationnistes en France qui ont repris la propagande des extrémistes hutu, attribuant l'attentat au FPR pour lui faire porter la responsabilité du déclenchement du génocide, afin de mieux masquer les responsabilités de la France dans ce massacre.

Les partis de gauche doivent dès maintenant s'engager à créer une commission d'enquête parlementaire pour mettre en lumière les agissements de la France dans la politique de génocide au Rwanda. Cela traduirait une réelle volonté d'en finir avec les agissements délétères de la France en Afrique.

Paul Martial

Tribune Gauche anticapitaliste

Débattre pour rassembler un bloc anticrise

La dégradation de la note de la France est un nouveau coup de pression des requins de la finance pour poursuivre et aggraver les politiques d'austérité à l'œuvre en Europe. À l'aune de la crise du capitalisme, de celle de l'environnement, deux camps se dessinent.

Le premier, celui des classes possédantes et des gouvernements à leur service, veut faire payer la facture de la crise à la majorité de la population et sur le terrain écologique, s'en tient à des mesures compatibles avec le système productiviste, un capitalisme vert incapable de juguler les catastrophes annoncées par les experts du climat.

Face au camp du cynisme se dresse celui de la résistance. Il résonne des places des grandes villes où converge l'indignation jusque dans la campagne de la présidentielle. Mais pour que la force du nombre finisse par transformer la résistance en offensive, il faut rassembler, dans les rues et dans les urnes. Il faut vaincre ce paradoxe qui voit les représentants des classes possédantes, les libéraux de droite ou de gauche, voire les néofascistes revigorés, mieux structurés à l'échelle internationale que les altermondialistes. Tel est l'enjeu de la période et le moteur de la bataille du courant Gauche anticapitaliste. Il faut se défaire de la culture du « seul contre tous », du « plus rouge que moi, tu meurs ». Pour rassembler, il faut d'abord se parler, chercher à voir ce qui rassemble au lieu de dénoncer l'autre, de caricaturer pour mieux justifier l'existence séparée. La majorité de direction issue de la dernière conférence de notre parti au mois de juin, s'enferme dans cette voie qui affaiblit considérablement le NPA. Normalement, une campagne électorale majeure comme la présidentielle sert à mieux faire connaître notre courant politique, à faire progresser nos idées et notre audience dans la société. C'est l'inverse qui se passe, sans que cela semble pour le moment faire réfléchir en profondeur les promoteurs de cette orientation désastreuse.

La Gauche anticapitaliste propose un projet de rechange à celui qui est en train d'échouer. Elle le propose à toutes et à tous dans le NPA sans oublier de s'adresser à celles et ceux qui l'ont quitté par découragement ou désaccord. Dans l'action et par le dialogue, rassembler pour exiger un audit de la dette publique, rassembler contre les mesures d'austérité, rassembler pour défendre un programme d'urgence de réponses aux crises, protégeant la majorité de la population, s'appuyant sur son auto-organisation démocratique. Rassembler un bloc rouge et vert, le plus large possible, déterminé contre l'extrême droite et la droite, indépendant du PS.

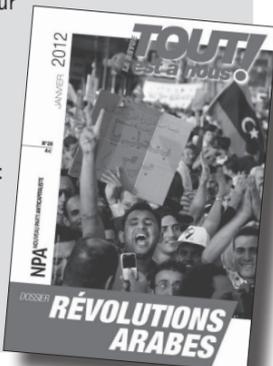
C'est pour favoriser ce dialogue que nous avons proposé que se tienne une réunion publique unitaire. Elle se déroulera à l'Université Paris VIII, à Saint-Denis (93), le samedi 11 février prochain. Un appel de personnalités représentatives du mouvement social et écologique, de courants politiques à la gauche du PS, le PG, la FASE, les Alternatifs, la Gauche unitaire, Convergences et alternative, les Objecteurs de croissance et la Gauche anticapitaliste va paraître. Le PCF et la majorité du NPA ont indiqué qu'ils donneraient leur réponse ultérieurement et nous souhaitons vivement qu'elle soit positive.

Au programme, six forums sur l'Europe que nous voulons, sur la crise du système et le partage des richesses, sur l'indispensable transition énergétique, sur les nouveaux séismes sociaux (le mouvement des Indignés, les révolutions du pourtour méditerranéen...), sur l'autogestion et l'appropriation sociale et enfin sur les formes de la démocratie dans toutes les sphères de la société. Et pour clôturer, une table ronde intitulée : « Face à la crise globale du capitalisme, quelle mesures alternatives ? Comment les imposer ? »

www.gauche-anticapitaliste.org

LE N°28 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO Un dossier sur le Printemps arabe, un an après, des repères sur la crise en Argentine de 2001, des pages « campagne » consacrées à notre position sur les institutions, un article sur le sommet de Durban, sur la situation au Pays basque... et bien d'autres encore. Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous !*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



Grève des cheminotEs depuis dix semaines !

Contre les projets de restructuration de la SNCF dans le département de la Loire, les cheminotEs sont en grève. Ils craignent la privatisation et la dégradation du service public.

Les cheminotEs de la Loire (42) sont en conflit depuis le 3 novembre 2011. Ils-elles s'opposent au projet de fusion des trois établissements existants (contrôleurs, conducteurs et agents des gares/vente) en un seul, mené tambour battant par la direction régionale Rhône-Alpes de la SNCF.

2010 et 2011 avaient vu la tenue de plusieurs « groupes de travail » obtenus après une première grève de quatorze jours en avril 2010. La supercherie du « dialogue social » ayant fait son œuvre lors de ces réunions, les avis émis par les organisations syndicales à l'issue de ces concertations n'ont reçu aucune écoute de la part de la direction.

De fait, la SNCF a annoncé à l'automne dernier la mise en place à Saint-Étienne de cet établissement multifonctions au 1^{er} janvier 2012. Comprenant que le conflit serait long, l'intersyndicale composée de Sud Rail, CGT et FO a immédiatement organisé la lutte de façon à ce que les cheminotEs puissent y participer en nombre et sans souffrance matérielle insupportable. La loi scélérate sur le dialogue social de 2008 ayant mis à mal le droit de grève

dans les transports terrestres, les cheminotEs se sont adaptéEs, et malgré ces contraintes, ils-elles fonctionnent de manière imprévisible pour la direction ! Chaque gréviste peut cesser le travail 59 minutes, 3 heures ou une journée complète, rendant son utilisation aléatoire. Ce fonctionnement leur permet de durer !

L'établissement unique imposé aux cheminotEs de Saint-Étienne serait une entité autonome, facilement livrable aux appétits du secteur privé à très court terme, éventuellement par le biais de la filialisation (la ligne Saint-Étienne/Lyon est la ligne TER la plus fréquentée du réseau).

Au-delà du fait qu'une fois encore quelques capitalistes hériteront de biens de l'État, pour lesquels touTEs les citoyenEs contribuent depuis des décennies, les agents de la Loire savent, au travers d'expériences récentes et malheureuses (le fret ferroviaire n'existe presque plus dans le département !) que le premier des préjudices subis concernera l'emploi, dans un bassin déjà exsangue. Qui peut croire qu'une restructuration est créatrice de postes, ce que nous affirme la direction ? Le chemin de fer a



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

perdu 20% de ses agents dans le département depuis 2000...

L'autre crainte des cheminotEs est relative à la dégradation inévitable du service public rendu : désertification des gares, des trains, fermetures de guichets, sécurité altérée et tant d'autres conséquences qu'usagerEs et cheminotEs éprouvent déjà depuis longtemps.

En cette 10^e semaine de grève, alors que les pouvoirs publics eux-mêmes font pression sur la direction régionale pour coordonner une médiation, la directrice reste sourde à toute discussion

entre l'intersyndicale et la SNCF. Le dossier revêt pour cette dernière un caractère considérable, Saint-Étienne faisant figure de test pour d'autres régions.

La direction régionale SNCF porte l'entière responsabilité de la durée incroyable de ce conflit... la lutte est et sera peut-être encore longue, les cheminotEs stéphanoisEs l'ont compris, leur résistance face à un patronat décomplexé est nécessaire !

Ivan Richier

CORSE Criminalisation de l'action militante

Anne-Laure Cristofari, militante d'A Manca (la Gauche) et animatrice du collectif « Contre la spéculation et pour le droit au logement à Calvi », qui s'est mobilisé contre un projet de logements de standing au détriment de logements bon marché et d'équipements collectifs qui manquent cruellement, est poursuivie pour diffamation par les promoteurs.

Les promoteurs ? La Semexval (Société d'économie mixte pour l'expansion de La Valette-du-Var), bien connue pour ses investissements spéculatifs dans la région. Sa PDG n'est autre que Madame Hummel, sénatrice UMP du Var et son président d'honneur, l'ancien ministre Hubert Falco. Pourquoi s'exiler de leur terre d'origine vers la Corse, sinon pour l'attrait de maxi profits liés au développement touristique intensif décidé par les majorités successives de la collectivité territoriale (région) et favorisé par l'État français ? Et comme un bonheur ne vient jamais seul, le maire de Calvi qui a signé le permis de construire, Ange Santini, est aussi UMP. Vous avez dit coïncidence ?

Quel est donc le crime d'Anne-Laure ? D'avoir reproduit sur le site public d'A Manca un article qu'elle avait donné à *Tout est à nous !* (n°99 du 21-4-2011) dans lequel elle remplaçait cette opération dans son contexte général, celui d'une « cupidité des promoteurs aménageurs liés à des milieux politico-mafieux ». De ce constat général, Hummel se sent visée et donc diffamée par amalgame, car le site internet serait un média tellement grand public, par définition, que l'atteinte à la réputation en serait d'autant plus grande. On ne savait pas que le site d'A Manca était si universellement connu ! Ce qui les a au moins autant irrités, c'est l'ampleur de la mobilisation initiée par le collectif contre ce projet, l'écho rencontré dans la population qui a obligé le maire à reculer partiellement pour un des deux lots, en acceptant de construire des logements moins chers. Il pensait peut-être ainsi désamorcer le conflit. Las ! Le collectif continue pour le retrait définitif du projet dans sa totalité. Il leur fallait donc frapper fort pour faire peur et faire taire.

Somexval et Mme Hummel réclament 10000 euros chacun à titre de dommages et intérêts, et 3000 euros chacun pour leurs premiers frais, sans compter tous les autres frais judiciaires, d'huissier et de parution du jugement dans trois journaux, en s'appuyant sur la loi de juillet 1881. Soit au minimum 26000 euros, si le tribunal suivait la requête des plaignants !

Samedi 14, une soirée de soutien à Anne-Laure s'est tenue à Calvi avec succès. 150 personnes, sans aucun dirigeant politique. Des militants investis localement dans des associations de défense de l'environnement, des militants culturels et des jeunes Calvais. Soirée chaleureuse et militante et qui a permis de récolter des dons. Très bon reportage dans la presse locale ce lundi matin. Il faut amplifier les soutiens, notamment financiers. Anne-Laure comparaitra le 15 février à 15 heures au tribunal de Toulon.

Daniel Desmé

On peut envoyer des dons par virement sécurisé via www.paypal.fr pour le compte sustegnu@gmail.com

Victoire pour les pompiers d'Austerlitz !

Les agents du service de sécurité incendie et d'assistance aux personnes de la gare d'Austerlitz ont mis fin à leur grève sur une victoire le 10 janvier, 100 jours exactement après le début du conflit. C'est la tête haute que ceux-ci reprennent le travail : fiers d'avoir imposé leurs revendications sur les salaires (à peu près 200 euros d'augmentation !) et l'organisation du travail (planning et équipes élaborés par les grévistes eux-mêmes avec 24 heures de repos entre chaque journée de travail) ; fiers d'avoir tenu aussi longtemps, à un petit nombre (treize grévistes sur quinze), redoublant en détermination à chaque menace, pression et tentative d'intimidation ; fiers aussi car derrière leur employeur, le sous-traitant Lancy, c'est bien la SNCF qu'ils ont fait plier...

« LA SOUS TRAITANCE ? NOUS NE SOMMES AU COURANT DE RIEN... »

Pendant tout le conflit, la direction SNCF a prétendu n'être au courant de rien de ce qui se passait... alors que les cadres de la direction sont passés pendant trois mois devant

le piquet de grève des pompiers ! Comme à Seafrance, la SNCF montre qu'elle est un grand groupe comme les autres et qu'elle est tout aussi irresponsable dès qu'il s'agit des conditions de vie et de travail des employés, malgré l'image qu'elle essaie de se donner.

LA VOIE À SUIVRE

Les grévistes nous confient : « c'est une expérience qui marquera notre collectif de travail. La solidarité des travailleurs face aux patrons a été et restera déterminante dans le rapport de forces ». La lutte des pompiers d'Austerlitz est un exemple : la dette et l'austérité qui ne sont que les autres noms du profit patronal ne doivent pas nous forcer à tout accepter. Que représentaient les revendications salariales des pompiers face au milliard de chiffre d'affaire de la société-mère de Lancy, Atalian, et à celui de la SNCF ? Cet argent est le nôtre, et c'est par la lutte qu'on le récupérera, afin de répondre aux besoins de la majorité et pas de la minorité de patrons et d'exploiteurs.

Correspondants



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARC)

C'est le nombre de chômeurs suivis par agent de Pôle emploi par mois en Essonne. En France, on atteint souvent 200 dossiers par agent. Ce chiffre ahurissant est le résultat direct de la politique du gouvernement qui privilégie les radiations et les suppressions d'emplois. Malgré 1 million d'inscrits en plus depuis 2008, 1 500 postes ont été supprimés à Pôle emploi. La fusion entre l'ANPE et les Assedic est un échec : les services sont dégradés et déshumanisés.



Grèce sidérurgie : grève régionale.

Le mépris du Premier ministre Loukas Papademos, déclarant qu'il faut aujourd'hui consentir quelques sacrifices pour ne pas tout perdre demain, est devenu l'étendard de tout le patronat grec. On a pu s'en rendre compte en ce début d'année dans le grand groupe de presse Lambrakis, où les petites manœuvres du patron ont semé la division chez les travailleurs. Une partie d'entre eux s'est ainsi résignée à une baisse de salaire qui n'est évidemment qu'un piège avant la prochaine charrette. Même chose dans la sidérurgie où les ouvriers de Halivourgia de Volos (Grèce centrale) ont cédé face à la pression patronale. Mais rien de tel n'a eu lieu chez leurs collègues de la même entreprise à Aspropyrgos (banlieue d'Athènes) ; nous avons déjà souligné ici la fermeté de leur lutte contre les licenciements et les baisses de salaire : voilà plus de deux mois qu'ils se battent, entourés d'un très large soutien populaire. La grève de soutien appelée mardi 17 janvier dans la région d'Attique (Athènes)

par l'union locale syndicale et différents courants syndicaux prend en fait une portée nationale, tant cette lutte est devenue emblématique. Elle a vraiment besoin de tout notre soutien, dans une situation où l'explosion sociale peut se généraliser très vite : ainsi le 6 janvier, la fête religieuse associant huiles politiques et cléricales s'est transformée en de nombreux endroits en manifestations contre les affameurs.

Entre OGM et miel, il faut choisir !

Vendredi 6 janvier, une centaine d'apiculteurs, avec le soutien des Faucheurs volontaires et de la Confédération paysanne, ont occupé le centre de recherche sur le maïs de Monsanto à Monbèqui (Tarn-et-Garonne). Avec cette action, un nouveau cycle d'opposition aux OGM commence. Après l'annonce de l'annulation du moratoire français sur la culture du maïs MON 810, les craintes sont fortes que les cultures transgéniques reprennent. Le gouvernement a affirmé à plusieurs reprises qu'une

nouvelle clause de sauvegarde serait prise. Mais cela risque d'être trop tard, une fois que des semis précoces auront eu lieu (courant février). De plus, cette annulation aura un effet limité puisqu'elle pourra être cassée très rapidement (sous un mois) : dans ce cas, les semis pourront reprendre juste après les élections... Les apiculteurs veulent, par cette première action, défendre leur production : si le maïs transgénique est de nouveau cultivé, leur miel sera contaminé et interdit à la vente, puisqu'une récente décision considère que le MON 810 est impropre à la consommation humaine. De plus, qui voudra sincèrement manger du miel OGM ? En soutien avec les apiculteurs et les paysans qui subissent la loi des multinationales transgéniques, il est nécessaire que la culture du MON 810 soit interdite maintenant, afin que le droit de cultiver et de produire du miel sans OGM soit respecté. Si Monsanto et leurs copains gagnent ce bras de fer aujourd'hui, des régions entières seront dédiées aux cultures OGM, sortes de no man's

land sans pollinisation. Sans diversité dans les cultures ni possibilité de relocaliser une partie de la production agricole, notre droit à la souveraineté alimentaire serait alors largement compromis. C'est maintenant qu'il faut lutter !

Les Conti de nouveau en deuil.

Mardi 17 janvier, un des anciens salariés licenciés de Continental-Clairoix (Oise) s'est donné la mort en se jetant sur les rails, à hauteur de l'ancienne usine. Toutes nos pensées vont à sa famille, ses proches et ses anciens collègues. C'est le deuxième suicide d'un salarié de Continental depuis la fermeture de l'usine en 2009. En juillet 2011, un de ses anciens collègues avait été retrouvé pendu chez lui. Malgré leur combativité et leur unité, les Conti continuent de payer au prix fort la politique patronale et gouvernementale qui presse les salariés comme des citrons avant de les jeter pour aller s'enrichir ailleurs. Malgré leur lutte exemplaire et leurs indemnités de licenciement record, à ce jour, la plupart des ex-Conti n'ont pas retrouvé d'emploi. Il est bien difficile de se faire embaucher quand on s'est fait connaître du public en luttant contre les patrons voyous ! Ceux-ci n'ont quant à eux jamais été contraints de rendre des comptes à la justice et à l'État. Seuls des salariés (dont le leader Xavier Mathieu plusieurs fois harcelé par la « justice ») se sont retrouvés à la barre, condamnés à des amendes ou menacés de prison pour avoir osé refuser de se laisser faire. Depuis le mois de juillet, une nouvelle étape est franchie : poussés par le désespoir, des

anciens salariés en viennent à se suicider. Il est plus qu'urgent d'interdire les licenciements et de faire condamner les patrons véreux qui considèrent les travailleurs comme des variables d'ajustement. Ces patrons et les gouvernements qui les servent sont directement responsables de ce drame.

Le retour de l'OAS.

Le 28 janvier, sera inauguré à Perpignan un Centre de documentation des Français d'Algérie, dont la mairie sarkozyste a confié la gestion aux Cercles algériens, un ramassis de nostalgiques de l'Algérie française. En 2003, la même équipe municipale avait autorisé une stèle à la mémoire des tueurs de l'OAS... Marine Le Pen, qui tiendra meeting le jour même, a annoncé qu'elle envisageait de participer à cette inauguration. Face à cette provocation raciste et revancharde, qui tente de réhabiliter le colonialisme français, en plein cinquantenaire de l'indépendance arrachée par la lutte des Algériens, quelque vingt organisations ont constitué un « Collectif pour une histoire franco-algérienne non falsifiée ». En riposte, une première initiative est organisée le lundi 23 janvier. La projection du film de Yasmina Adi *Ici on noie les Algériens*, sur le massacre des Algériens par la police parisienne en octobre 1961, sera suivie d'un débat animé par Henri Pouillot. Appelé en 1961 en Algérie, il avait été affecté à la « villa Susini » d'Alger, haut-lieu de la torture des Algériens. Aujourd'hui, il est un des responsables nationaux du Mrap et de l'Arac, et préside le réseau Sortir du colonialisme.

FRALIB

471 jours qu'ils ne lâchent rien



Les salariés de Fralib présenteront le 26 janvier leur projet de maintien de la production de thé et d'infusion sur le site de Gémenos (Bouches-du-Rhône). Ils s'adresseront aux services de l'État concernés et aux collectivités territoriales parties prenantes de leur solution alternative à la fermeture du site.

Ils espèrent ainsi provoquer l'organisation d'une table ronde entre les ministères et les collectivités territoriales concernés, les représentants syndicaux du collectif des salariés porteurs du projet, et le groupe Unilever, liquidateur du site. Voilà pour les faits récents ou proches.

Au-delà, il y a toujours une petite équipe déterminée, appuyée par un collectif de salariés soudé. Et l'on assiste à l'émergence de quelques délégués qui connaissent maintenant absolument tous les rouages de leur entreprise, comme sans doute aucun ancien directeur ne les a connus. Et l'on sent que ce nouveau savoir partagé entre salariés, ce nouveau pouvoir, devient l'enjeu de la lutte engagée avec la direction devenue illégitime.

Pour donner une idée de la « violence » des armes utilisées, la direction a proposé 90 000 euros à chaque salarié qui accepte de renoncer à sa réintégration, en plus des indemnités légales. 76 salariés ont accepté. Plus de 100 ont refusé, pour participer à la solution alternative élaborée par leur collectif. (DR)

NO COMMENT
C'est indigne de reprocher au président de la République d'être allé dans une brasserie populaire des Champs-Élysées, ce soir-là. Lequel d'entre vous n'y est pas allé ?
CHRISTIAN ESTROSI,
À PROPOS DU FOUQUET'S
LE 9 JANVIER SUR RFI

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®